RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1997 B 01937
Numéro SIREN : 409 854 510
Nom ou dénomination : AVICO

Ce dépôt a été enregistré le 13/12/2023 sous le numéro de dépôt 153999

SOCIETE GENERALE

Société : **AVICO**

CENTRE D'AFFAIRE REGIONAL ILE DE FRANCE NORD EST

Société par Actions Simplifiée au capital de 100 000 EUR en cours d'augmentation à 105 270 EUR

Siège : 33, avenue de Wagram, 75017 Paris, France

Numéro unique d'identification 409 854 510 RCS Paris

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Société Anonyme au capital de 1 010 261 206,25 euros, dont le siège social est à PARIS 9ème, 29 Boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 R.C.S. Paris,

Certifie :

- Qu'elle a reçu en dépôt la somme de 527 000 euros (cinq cent vingt-sept mille euros) représentant l'intégralité des versements en numéraire effectués par le souscripteur de l'augmentation de capital de 105 270 euros décidée par le Président en date du 06/11/2023 en vertu de la délégation consentie par décision de la société susvisée ;

- Qu'il résulte des bulletins de souscription qui lui ont été présentés, qu'un montant nominal de 527 000 euros correspondant à l'émission de 527 actions ordinaires nouvelles de 10 euros de valeur nominale.

Fait à Saint-Denis, le 07/11/2023

Damien GUINARD
Chargé d'Affaires
Entreprises

SOCIETE GENERALE
Centre d'Affaires Régional
IDF NORD-EST
PLEYAD 1 - 1er étage
39 Boulevard ORNANO
93200 SAINT DENIS

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 €
Siège social : 33, avenue de Wagram, 75017 Paris, France
409 854 510 RCS Paris

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 6 NOVEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois,

Le 6 novembre,

A 18 heures,

Au siège social,

La société Aviation et Coopération SARL (une société à responsabilité de droit français au capital de 973.000 €, dont le siège social est sis 33 avenue de Wagram, 75017 Paris, France, immatriculée sous le numéro d'identification unique 479 832 081 RCS Paris, ci-après dénommé l'« **Associé Unique** »), représentée par M. Mourad Majoul, en sa qualité de gérant, agissant en qualité d'associé unique et de président de la société Avico SAS (une société par actions simplifiée de droit français au capital de 100.000 €, dont le siège social est sis 33, avenue de Wagram, 75017 Paris, France, immatriculée sous le numéro d'identification unique 409 854 510 RCS Paris, ci-après dénommée la « **Société** »), et titulaire en pleine propriété de 100.000 actions ordinaires de la Société,

Etant précisé que (i) Aderite, commissaire aux comptes de la Société, a été régulièrement convoqué et est absent et excusé et (ii) que M. Sylvain Bosc, directeur général salarié de la Société et la société SXB Holdings SAS (une société par actions simplifiée de droit français au capital de 5.000 €, dont le siège social est sis 33, avenue de Wagram, 75017 Paris, France, immatriculée sous le numéro d'identification unique 948 848 254 RCS Paris, ci-après dénommée « **SXB Holdings** »), représentée par M. Sylvain Bosc, en sa qualité de président, assiste également aux présentes décisions sur invitation spéciale,

Après avoir pris connaissance des documents suivants :

[...]

Donne acte de sa complète et préalable information au regard des décisions qui lui sont soumises au titre des présentes, et prend les décisions ci-dessous portant sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

(1) Réduction de la valeur nominale des actions de la Société pour la porter de 1.000 € à 10 € et augmentation corrélative du nombre d'actions ordinaires émises par la Société ;

[...]

MJC

(3) Augmentation de capital social en numéraire d'un montant de 5.270 € par émission de 527 actions ordinaires nouvelles de la Société de 10 € de nominal chacune ; fixation de ses conditions et modalités ;

(4) Suppression du droit préférentiel de souscription réservé à l'Associé Unique au profit d'un bénéficiaire dénommé ;

(5) Modifications corrélatives des statuts de la Société ;

[...]

(7) Renouvellement du mandat de la société Aviation et Coopération SARL en qualité de président de la Société et ratification des actes conclus par la société Aviation et Coopération SARL en qualité de président de la Société depuis le 31 octobre 2019 ;

[...]

(9) Nomination de M. Sylvain Bosc en qualité de directeur général de la Société et fixation de ses pouvoirs ;

[...]

(11) Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

Puis le président de la Société déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le président de la Société met successivement aux voix les décisions suivantes.

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique,

Statuant dans les conditions requises pour l'approbation des décisions ordinaires,

Connaissance prise du rapport du président à l'Associé Unique,

Décide de réduire la valeur nominale des actions de la Société pour la porter de 1.000 € à 10 € et d'augmenter corrélativement le nombre d'actions de la Société attribuées à l'Associé Unique à raison de 100 actions ordinaires nouvelles pour 1 action ancienne,

Prend en conséquence acte que le capital social de la Société s'élève toujours à 100.000 € mais se compose désormais de 10.000 actions ordinaires de 10 € de valeur nominale chacune.

[...]

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique,

 MZL

Statuant dans les conditions requises pour l'approbation des décisions extraordinaires,

Après avoir constaté que le capital social de la Société est intégralement libéré,

Après avoir pris connaissance (i) du rapport du président de la Société à l'Associé Unique (ii) du rapport spécial du commissaire aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription,

Sous réserve de l'adoption de la quatrième décision suivante relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'un bénéficiaire dénommé,

Décide :

- d'augmenter le capital pour le porter de 100.000 € à 105.270 € par émission de 527 actions ordinaires nouvelles de 10 € de valeur nominale chacune (ci-après dénommée l'« **Augmentation de Capital** ») ;
- que chaque action ordinaire nouvelle sera émise au prix de 1.000 € (dont 990 € de prime d'émission) ;
- que les 527 actions ordinaires nouvelles seront libérées en totalité lors de leur souscription en numéraire exclusivement ;
- que les 527 actions ordinaires nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'Augmentation de Capital et seront ainsi soumises à toutes les dispositions statutaires et assimilées aux actions ordinaires anciennes à compter de cette date ;
- que les souscriptions seront reçues, au siège social à compter de ce jour (inclus) jusqu'au 30 novembre 2023 (inclus) ; toutefois, ce délai se trouvera clos par anticipation dès lors que l'Augmentation de Capital aura été intégralement souscrite ;
- que les fonds provenant des souscriptions en numéraire seront déposés auprès de la Société Générale, agence Saint-Denis Entreprises, sur le compte bancaire dont les coordonnées sont 30003 04396 00043010656 20, qui établira le certificat du dépositaire prévu par les dispositions de l'article L. 225-146 du Code de commerce qui restera joint en Annexe au présent procès-verbal ; et
- que l'Augmentation de Capital sera réalisée à la date d'établissement du certificat susmentionné, sous réserve de la réalisation de la condition suspensive visée ci-dessus.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique,

Statuant dans les conditions requises pour l'approbation des décisions extraordinaires,

Après avoir pris connaissance (i) du rapport du président de la Société à l'Associé Unique (ii) du rapport spécial du commissaire aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription,

[...]

Décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 I, alinéa 1, du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription attribué aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce au titre de l'Augmentation de Capital et de réserver la souscription aux 527 actions ordinaires nouvelles devant être émises au titre de l'Augmentation de Capital en totalité au profit de SXB Holdings.

CINQUIEME DECISION

L'Associé Unique,

Statuant dans les conditions requises pour l'approbation des décisions extraordinaires,

En conséquence des première, troisième et quatrième décisions ci-dessus et sous réserve de la réalisation de l'Augmentation de Capital,

Décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société comme suit :

*« **Article 6 – Apports***

[Ajout du paragraphe suivant]

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 6 novembre 2023, le capital social a été augmenté d'un montant de 5.270 € par émission de 527 actions ordinaires de 10 € de valeur nominale chacune.

Article 7 – Capital social

[Suppression de la totalité de l'article, qui est remplacé par les stipulations suivantes]

Le capital social est fixé à la somme de CENT CINQ MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DIX EUROS (105.270 €) divisé en DIX MILLE CINQ CENT VINGT-SEPT (10.527) actions de DIX (10) EUROS chacune. »

[...]

SEPTIEME DECISION

L'Associé Unique,

Statuant dans les conditions requises pour l'approbation des décisions ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du président de la Société à l'Associé Unique,

Décide de renouveler le mandat de :

- La société Aviation et Coopération SARL

  une société à responsabilité de droit français au capital de 973.000 €,
  dont le siège social est sis 33 avenue de Wagram, 75017 Paris, France,
  immatriculée sous le numéro d'identification unique 479 832 081 RCS Paris

  dont le représentant permanent est M. Mourad Majoul

En qualité de président de la Société, pour une durée de cinq années à compter du 31 octobre 2019, soit jusqu'au 31 octobre 2024,

Et ratifie, en tant que de besoin, chacune des décisions prises et actes conclus par la société Aviation et Coopération SARL en qualité de président de la Société depuis le 31 octobre 2019, date d'expiration de son précédent mandat de président.

La société Aviation et Coopération, représentée par M. Mourad Majoul, accepte les fonctions de président de la Société et confirme qu'elle remplit les conditions légales et réglementaires ainsi que celles posées par les statuts pour l'exercice de son mandat de président de la Société.

 MJL

[...]

NEUVIEME DECISION

L'Associé Unique,

Statuant dans les conditions requises pour l'approbation des décisions extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du président de la Société à l'Associé Unique et sur proposition du président de la Société,

Décide de nommer :

- M. Sylvain Bosc

  né le 29 septembre 1971 à Toulouse (Haute-Garonne),
  de nationalité française,
  demeurant 16, villa des Fleurs, 92100 Boulogne-Billancourt,

En qualité de directeur général de la Société, pour une durée expirant concomitamment à l'expiration du mandat du président de la Société, soit le 31 octobre 2024,

Décide que M. Sylvain Bosc, en qualité de directeur général de la Société, disposera des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des statuts de la Société,

[...]

M. Sylvain Bosc accepte les fonctions de directeur général de la Société et confirme qu'il remplit les conditions légales et réglementaires ainsi que celles posées par les statuts pour l'exercice de son mandat de directeur général de la Société.

[...]

ONZIEME DECISION

L'Associé Unique,

Statuant dans les conditions requises pour l'approbation des décisions ordinaires,

Donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme des présentes pour effectuer toutes formalités légales.

[...]

Pour extrait certifié conforme.

Aviation et Coopération SARL
Associé Unique
Président de la Société

Représenté par M. Mourad Majoul en sa qualité de gérant

Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général

S. Bosz

«AVICO»

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

AU CAPITAL DE 105.270 EUROS

SIÈGE SOCIAL : 33 Avenue de Wagram 75017 PARIS

RCS PARIS B 409 854 510 (1997 B 01937)

Code APE 7911 Z



STATUTS MIS A JOUR LE 6 NOVEMBRE 2023

Société régie par les textes légaux ou réglementaires en vigueur sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Article 1. - Forme.

La Société à Responsabilité Limitée "AVICO", constituée suivant acte sous signatures privées à Paris en date du 1er NOVEMBRE 1996, a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 8 NOVEMBRE 2004.

Elle est désormais soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant les Sociétés par Actions Simplifiées, ainsi qu'aux présents statuts.

Cette société continue d'exister entre les propriétaires des actions ci-après créées et qui

pourront l'être ultérieurement.

Article 2. - Objet.

La Société a pour objet en FRANCE et dans tous les pays :

- L'organisation de déplacements d'individus ou de groupes, l'organisation du transport aérien, terrestre et maritime, et le traitement de tous services relatifs à des déplacements de personnes dans le cadre d'une activité d'agence de voyage.
- L'affrètement d'avions en faveur de tiers utilisateurs ou revendeurs ou exploitants avec ou sans assurance ou garantie.
- La représentation et commercialisation de compagnies aériennes.
- Etude et conseil en matière d'organisation de voyages et de transport aérien.
- La création, l'acquisition de tout fonds de commerce, de toute entreprise ayant un objet similaire ou connexe à celui de la présente société ou susceptible d'en favoriser le développement, le tout, tant pour son compte, que pour le compte des tiers.
- Toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant favoriser, directement ou indirectement l'objet social, ou son extension, ou tous objets similaires ou connexes, ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.
- La participation effective de la société à toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social, et ce par voie de création de société en participation.

Article 3. - Dénomination.

La dénomination sociale est : « AVICO ».

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4. - Siège social.

Le siège social est fixé à :

PARIS (75017)

Avenue de Wagram n°33

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président, et en tout autre lieu par décision ordinaire des actionnaires.

Article 5. - Durée.

La société a une durée de 99 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6. - Apports.

- Lors de sa constitution sous la forme de Société à Responsabilité limitée, les associés ont apporté à la société :

  Apport en numéraire, la somme de CENT QUATRE VINGT MILLE FRANCS (180.000 FRANCS) (27.440,82 EUROS).

- Aux termes de plusieurs augmentations de capital, le capital social a été augmenté pour être porté à la somme de CENT MILLE EUROS (100.000 EUROS).

- Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 6 novembre 2023, le capital social a été augmenté d'un montant de 5.270 € par émission de 527 actions ordinaires de 10 € de valeur nominale chacune.

Article 7. - Capital social.

Le capital social est fixé à la somme de **CENT CINQ MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DIX EUROS (105.270 €)** divisé en **DIX MILLE CINQ CENT VINGT-SEPT (10.527)** actions de **DIX (10) EUROS chacune**.

Article 8. - Modifications du capital.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi ; par l'Assemblée des actionnaires statuant dans les conditions de l'article 19 ci-après.

L'Assemblée peut également déléguer au Président les pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission d'une catégorie de valeurs mobilières quelles qu'elles soient, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Article 9. - Forme des actions.

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Article 10. - Cession des actions.

Préemption.

Toutes autres cessions d'actions, même entre actionnaires, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice, est soumise à agrément et ouvre un droit de préemption dans les conditions ci-après. Il en est de même en cas d'apports en société, en cas d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, de cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription.

Le cédant notifie au président et à chacun des actionnaires le projet de cession, par lettre recommandée AR, indiquant la dénomination sociale, la forme, le montant du capital, le siège et le RCS du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Il exerce ce droit par voie de notification au cédant et au président au plus tard dans les 15 jours de la notification émanant du cédant en précisant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Lorsque le nombre total des actions que les actionnaires ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre eux sur la répartition desdites actions dans le délai de 15 jours ci-dessus, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes

à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

Si, dans une cession, le droit de préemption des actionnaires n'absorbe pas la totalité des actions concernées, la société peut, en vertu d'un droit de préemption subsidiaire, acquérir les actions concernées non préemptées. Elle dispose, à cette fin, d'un délai complémentaire d'un mois. Lorsque les actions sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

A défaut d'exercice par les titulaires ci-dessus de leurs droits de préemption sur la totalité des actions dont la cession est envisagée, et dans les délais prévus, la cession projetée peut être réalisée mais seulement aux prix et conditions contenus dans la notification visée ci-dessus, le non-exercice du droit de préemption valant agrément du cessionnaire sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après.

Agrément.

Les actions ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec l'agrément de la collectivité des associés dans les conditions prévues à l'article ci après.

1° La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée à la société et à chaque actionnaire, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée AR, indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la vente. L'agrément résulte, soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

La décision d'agrément est prise par décision collective des actionnaires à la majorité des deux tiers, le cédant ne prenant pas part au vote. Elle n'est pas motivée et, en cas de refus, ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Le cédant est informé de la décision, dans les 15 jours, par lettre recommandée AR.

En cas de refus, le cédant aura 15 jours pour faire connaître, dans la même forme, s'il renonce ou non à son projet de cession.

2° Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet de cession, le président est tenu, dans le délai d'un mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital.

A cet effet, le président avisera les actionnaires de la cession projetée, par lettre recommandée, en invitant chacun à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat sont adressées par les actionnaires au président, par lettre recommandée AR, dans les 15 jours de la notification qu'ils ont reçue. La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est faite par le président,

proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

3° Si aucune demande d'achat n'a été adressée au président dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions, le président peut faire acheter les actions disponibles par des tiers.

4° Avec l'accord du cédant, les actions peuvent également être achetées par la société, qui est alors tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler. Le président sollicite cet accord par lettre recommandée AR à laquelle le cédant doit répondre dans les 15 jours de la réception.

En cas d'accord, le président provoque une décision collective des actionnaires à l'effet de décider du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. La convocation doit intervenir suffisamment tôt pour que soit respecté le délai d'un mois ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé comme indiqué au 6° ci-après.

5° Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai d'un mois à compter de la notification du refus d'agrément, le cédant peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient pu être faites.

Ce délai d'un mois peut être prolongé par ordonnance de référé du président du tribunal de commerce, non susceptible de recours, à la demande de la société, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6° Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou des tiers, le président notifie au cédant les nom, prénoms et domicile du ou des acquéreurs.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.

7° La cession au nom du ou des acquéreurs est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du président ou d'un délégué du président sans qu'il soit besoin de la signature du titulaire des actions.

8° Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Elles sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

Elles s'appliquent également en cas de fusion d'une personne morale actionnaire de la

société avec une personne morale non-actionnaire. Dans ce cas, l'actionnaire devra se soumettre à la procédure prévue par le présent article, dans les mêmes conditions que pour une cession.

Elles s'appliquent également, mutatis mutandis, à toutes les cessions de titres, droits ou valeurs mobilières composées émises par la société, pouvant donner, immédiatement ou à terme, des droits quelconques, partiels ou globaux, à une fraction du capital, aux bénéfices ou aux votes des actionnaires de la société ou de toutes sociétés qui viendraient à ses droits après une opération de fusion, d'apport partiel d'actif, ou opération assimilée.

9° La clause d'agrément, objet du présent article, s'applique également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission. Elle s'applique aussi en cas de cession du droit de souscription à une augmentation de capital en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti à la société pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non celui-ci comme actionnaire est d'un mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

10° En cas d'attribution d'actions de la présente société, à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions, les attributions à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire seront soumises à l'agrément institué au présent article.

En conséquence, tout projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la société dans les conditions fixées au 1 ° ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision des actionnaires, dans les trois mois de la demande d'agrément, celui-ci sera acquis.

En cas de refus d'agrément de certains attributaires, le liquidateur pourra, dans les trente jours de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les 2° à 4° ci-dessus. A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai fixé au 5° ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

Le cédant pourra être dispensé de la procédure d'agrément sous réserves d'obtenir l'accord du Président. L'agrément d'un nouvel administrateur pourra en outre résulter

d'une décision des actionnaires aux termes d'un acte SSP.

Article 11. - Exclusion.

Après avoir été invité à présenter sa défense par lui-même ou par mandataire, un actionnaire peut être exclu de la société par décision de l'assemblée statuant à la majorité des deux tiers des autres actionnaires pour les motifs détaillés ci-dessous :

- non respect des dispositions statutaires,
- démission ou licenciement du salarié devenu associé postérieurement à son embauche,

L'actionnaire menacé d'exclusion en est informé par le président, par lettre recommandée AR, contenant indication des motifs de l'exclusion projetée, appuyés de tous justificatifs.

La réunion des actionnaires appelés à se prononcer sur l'exclusion ne peut intervenir qu'après un délai minimum de 20 jours après la notification des griefs, la convocation des actionnaires à cette réunion devant être accompagnée de toutes pièces justificatives, en demande comme en défense.

Si l'exclusion est prononcée, les actions sont rachetées dans les conditions prévues au 1 ci-dessus sachant que le montant du prix de cession d'une action sera égal au montant des capitaux propres évalué au 31 décembre précédent la demande d'exclusion. Ce prix sera augmenté de la somme des résultats comptables réalisés au cours des TROIS dernières années et arrêtés au 31 décembre. Le prix ainsi obtenu sera ramené à la quote-part des actions décidées

Article 12. - Droits et obligations attachés aux actions.

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

3. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

4. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

5. Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 13. - Président.

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, actionnaire ou non de la société. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux même conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de président est de CINQ ans.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions supérieures à TROIS mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par l'actionnaire concerné. Le président remplaçant ne demeure en fonctions que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Pendant la durée de son mandat, le président ne peut être révoqué qu'à l'unanimité des actionnaires. La révocation n'a pas à être motivée ; elle ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet

social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Article 14. - Directeur général.

Sur la proposition du président, les actionnaires, à la majorité des deux tiers, peuvent nommer un ou plusieurs directeur général personne physique ou personne morale.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées par les actionnaires en accord avec le président.

Le directeur général est révocable à tout moment par la majorité des deux tiers des actionnaires (ou: par le président, ou: par un actionnaire, ou autre).

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

Article 15. - Rémunération du président et du directeur général.

La rémunération du président et du directeur général est fixée par les actionnaires à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

Article 16. - Conventions entre la société et les dirigeants.

1. Le président et les dirigeants doivent aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la

personne intéressée et, éventuellement, pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

2. Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

Article 17. - Décisions des actionnaires.

1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication - vidéo, télex, fax, etc. - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

2. Sont prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, ainsi que l'exclusion d'un actionnaire et la transformation de la société.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs actionnaires représentant 36% du capital social.

3. L'assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président. Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée est convoquée par l'actionnaire ou un des actionnaires demandeurs.

Le commissaire aux comptes peut, à toute époque, convoquer une assemblée.

Elle est réunie à Paris.

La convocation est faite par tous moyens huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour ; y sont joints tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président. L'assemblée convoquée à l'initiative du commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès verbal de la réunion, signé par le président.

L'assemblée ne délibère valablement que si la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

4. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi

que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun, par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de 8 jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans un délai de 15 jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque actionnaire.

5. Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

6. Le commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les actionnaires.

Article 18. - Décisions extraordinaires.

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société, sa transformation et l'exclusion d'un associé.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Par exception, l'exclusion d'un actionnaire ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers de tous les autres actionnaires.

En outre, les clauses relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, à l'agrément des cessions d'actions ou à l'exclusion d'un actionnaire ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des actionnaires.

Article 19. - Décisions ordinaires.

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les actionnaires.

Article 20. - Information des actionnaires.

1. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont communiqués à chacun d'eux à l'occasion de toute consultation.

2. Tout actionnaire peut demander que lui soient communiqués, chaque trimestre, une situation comptable, les états financiers prévisionnels et un rapport d'activité.

Article 21. - Exercice social.

Chaque exercice social commence le **1er JANVIER** et se termine le **31 DECEMBRE** de chaque année.

Article 22. - Comptes annuels.

Le président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Une Assemblée Générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 23. - Résultats sociaux.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fond de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes ne sont pas prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Article 24. - Comité d'entreprise.

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

Article 25. - Liquidation.

La liquidation de la société est effectuée conformément à la Loi du 24 juillet 1966 et aux décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 26. - Contestations.

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'entente sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties aura à nommer, dans les quinze jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée AR par la partie la plus diligente à l'autre, un arbitre. Si les deux arbitres ainsi désignés ne pouvaient se mettre d'accord dans un délai de quinze jours, sur le choix d'un troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Le tribunal arbitral statuera dans un délai de six mois à compter du jour où il aura été définitivement constitué. Les arbitres statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

L'arbitrage aura lieu à Paris, et sera conduit en langue française.

Les frais d'arbitrage seront supportés dans les conditions que le tribunal arbitral fixera souverainement.

Article 27. - Jouissance de la personnalité morale.

La Société, étant déjà immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS, jouit de la personnalité morale. Le soussigné certifie la présente copie conforme aux textes mis à jour à la date d'aujourd'hui des statuts de la Société.